

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement d'Occitanie
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette - CS 70069
11000 Carcassonne

Carcassonne, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE

GROUPE GRAP'SUD
120 chemin de la Regordane
30360 Cruviers-Lascours

Références : UID11/66-C1-2025-297
Code AIOT : 0006600291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/07/2025 dans l'établissement DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE implanté Rue Doct Ferroul 11700 PUICHERIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est une visite d'opportunité diligentée dans le but de constater la situation des bassins et du voisinage afin de s'assurer de l'absence de gêne particulière.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE COOPER AGRI DU VAL D'AUDE
- Rue Doct Ferroul 11700 PUICHERIC
- Code AIOT : 0006600291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Grap Sud exploite sur la commune de Puichéric un complexe comprenant un ensemble d'installations suivant :

- une cuverie polyester et inox destinée au stockage de piquettes colorées,
- des bassins de stockage et d'évaporation d'effluents d'origines viticoles/vinicoles ainsi qu'une zone de diffusion / stockage de marcs / criblage des marcs / compostage de marcs.

Les principaux effluents déversés dans ces bassins proviennent de la zone de stockage des marcs et des deux caves de vinification présentes dans le voisinage proche du site (historiquement, ancienne distillerie).

A noter que le site est autorisé à accueillir des effluents d'origine viticoles/vinicoles en provenance de l'extérieur.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nuisances olfactives	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
4	Propreté établissement	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.4 et 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Accès	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5..2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bassins	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1	Sans objet
3	Propreté établissement	Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation relevée au jour de la visite n'appelle pas d'observation particulière nécessitant la mise en place d'un suivi d'actions spécifiques au regard de la thématique "ODEURS".

L'inspection note que le faucardage des bassins et proximité est prévu dans les jours qui suivent.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nuisances olfactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Maîtrise des odeurs
Prescription contrôlée : Si nécessaire, les effluents stockés dans ces bassins bénéficieront d'un traitement pour combattre les éventuelles mauvaises odeurs. La lame d'eaux résiduaires contenue dans les bassins ne devra pas dépasser 0,5 m de hauteur. Un dispositif installé à demeure permettra de s'assurer facilement du respect de cette hauteur. Les bassins seront curés annuellement des boues de décantation dans la mesure où il n'est pas enlevée la partie argileuse constituant le fond des bassins. Ces bassins seront construits selon les préconisations édictées dans l'étude géotechnique les concernant.
Constats : L'inspection de l'environnement a effectué une visite d'inspection inopinée, le vendredi 4 juillet 2025 à 08h30, dans le voisinage des bassins de stockage d'effluents et aux abords du site des bassins ainsi que de la zone de stockage des marcs afin d'observer la situation sur la thématique "ODEURS" et la propreté du site. Principales conditions climatiques relevées au cours de ce déplacement : air doux et présence d'une brise constante. Il ressort de cette observation les éléments suivants : - aucune odeur singulière ou nauséabonde en provenance des bassins ou de la zone de stockage des marcs n'a été observée. Néanmoins, il a été identifié : --> en limite de propriété de la zone de stockage des bassins en béton de décantation, des odeurs sont perceptibles ; - les règles de mesure de la hauteur des effluents dans les bassins visibles depuis le portail d'entrée sont bien présentes et bien lisibles ; - la végétation est bien développée autour des bassins ; L'exploitant rencontré le jour même sur le site de distillation de Rieux-Minervois confirme la programmation d'une opération de faucardage des bassins dans les jours qui suivent.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de produire les justificatifs de faucardage des bassins une fois réalisée (7 jours).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Hauteur effluents
Prescription contrôlée : La lame d'eaux résiduares contenue dans les bassins ne devra pas dépasser 0,5 m de hauteur.
Constats : L'inspection a constaté le respect de cette prescription pour les bassins visibles depuis le portail d'entrée au site des bassins. Règles de mesure présentes et hauteur d'effluent inférieure à 50 cm.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Propreté établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 6.7
Thème(s) : Autre, Entretien des espace
Prescription contrôlée : Les sols et cuvettes de rétention seront exempts de matières combustibles telles que : chiffons, papiers, herbes, etc.
Constats : A l'exception d'une végétation envahissante autour des bassins, au jour de la visite, le site présente un aspect visuel propre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Propreté établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5.2.4 et 9
Thème(s) : Autre, Nettoyage
Prescription contrôlée : Poussières : L'établissement sera tenu dans un état de propreté satisfaisant et notamment les pistes de circulation, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation feront l'objet de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières. Toutes dispositions seront prises pour éviter la prolifération des mouches, des rongeurs ou insectes.
Constats : A l'exception d'une végétation envahissante autour des bassins, au jour de la visite, le site

présente un aspect visuel propre. La zone de décantation, côté aire de compostage, demande à être nettoyée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à procéder au nettoyage des bassins de décantation et à produire les justificatifs de nettoyage (1 mois).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1997, article 5..2.4
Thème(s) : Autre, Contrôle
Prescription contrôlée : Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.
Constats : Cette disposition est visuellement respectée : - clôture et portail côté zone des bassins, - clôture, portail et façade grillagée de chantier côté zone de stockage - compostage - diffusion. L'inspection relève un aménagement de voirie de contournement pompier en cours de réalisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à mettre à jour le périmètre de limite de propriété de son établissement une fois l'emprise foncière de la voirie finalisée.(3 mois)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois